



Assemblée Citoyenne d'Issy-les-Moulineaux

Ce n'est pas à nous de payer leur dette

De sommets européens en réunions du G20, les gouvernements de droite (Italie, France..) et sociaux libéraux (Grèce, Espagne..) sont impuissants à mettre un terme à la crise de la dette de l'Etat. L'exemple de la Grèce est instructif : chaque plan d'austérité entraîne le pays dans une spirale de récession, PIB en chute, explosion du chômage, misère accrue.

Cependant, les gouvernements allemands et français, aux ordres des agences privées de notation, choisissent d'aider les banquiers et de faire payer la dette aux peuples qui se voient imposer la rigueur et la dictature des marchés.

Trois hommes propulsés par Goldman Sachs, l'une des plus puissantes banques d'affaires américaines, au cœur des manipulations financières à l'origine de la crise, sont aujourd'hui respectivement aux commandes de la BCE, premier ministre grec et président du conseil italien ! Ainsi les marchés financiers mettent leurs hommes en place et dictent leur politique. Ils règlent leurs problèmes sur le dos des peuples.

En France, la droite a supprimé 60 000 postes d'enseignants en 5 ans et ce n'est pas fini... elle privatise les hôpitaux pour les soumettre à une politique de rentabilité. Elle veut aussi repousser l'âge de départ à la retraite à 62 ans dès 2017, augmenter la TVA de 5,5 à 7%, imposer de nouvelles restrictions dans la prise en charge des frais de santé par la Sécurité sociale et un jour de carence pour les salariés du service public en cas de maladie.

Il est temps que le peuple reprenne le pouvoir que le gouvernement a abandonné à la finance !

La dette n'est pas une fatalité ! Elle est le résultat de cadeaux fiscaux faits depuis des années aux entreprises et aux plus riches : avec le gouvernement Sarkozy le résultat est 300 milliards d'euros pour les banques et les milliardaires. Face à ce pillage de l'Etat, dont la droite s'est faite complice, il faut dire non à la dette.

Le Front de gauche propose

- Un moratoire du remboursement de la dette permettant un contrôle citoyen de cette dette illégitime
- La possibilité pour les Etats d'emprunter directement à la Banque centrale européenne (taux faibles) sans avoir à passer par les institutions financières privées qui s'enrichissent de leur dette (taux très forts)
- La création d'un pôle financier public au service du bien commun
- Une taxation des revenus du capital à hauteur de la taxation des salaires et une autre répartition des richesses.

Face à la dette, d'autres solutions sont possibles ! Venez en discuter !

ASSEMBLEE CITOYENNE PUBLIQUE

Mercredi 14 décembre 2011, à 19h15

Salle de la brasserie « Le Stella », 1 rue Henri Mayer 92130 Issy-les-Moulineaux
à 150 mètres du métro Corentin Celton (en allant vers la rue des Frères Voisin)

- **Débat animé par Francis Wurtz,**

Membre du conseil de campagne du Front de Gauche, ancien député européen (de 1979 à 2009)